

# **PRESTATIONS DE TRANSPORT DE CORRESPONDANCES ET MATÉRIELS ENTRE LES SITES DE COURBEVOIE-COMPIEGNE-LILLE DE L'INPI**

---

## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (C.C.A.P.)**

### **SIÈGE**

15 rue des Minimes – CS 50001  
92677 COURBEVOIE Cedex

**Tél +33 (0)1 56 65 89 98**

Fax +33 (0)1 56 65 86 00  
[www.inpi.fr](http://www.inpi.fr) – [contact@inpi.fr](mailto:contact@inpi.fr)

Établissement public national  
créé par la loi n°51-444 du 19 avril 1951

## SOMMAIRE

1	OBJET DU MARCHÉ.....	3
2	ALLOTISSEMENT.....	3
3	PROCEDURE.....	3
4	FORME DU MARCHÉ.....	3
5	DURÉE DU MARCHÉ.....	3
6	BONS DE COMMANDE.....	3
7	VERIFICATIONS ET ADMISSIONS.....	4
8	PRIX DU MARCHÉ.....	5
9	RÈGLEMENT DES COMPTES.....	6
10	AVANCE.....	8
11	PÉNALITES.....	8
12	CESSION DE CRÉANCE.....	9
13	DISPOSITIONS RELATIVES AUX SOUS-TRAITANTS.....	9
14	DESIGNATION D'UN (OU DE) SOUS-TRAITANT(S) EN COURS DE MARCHÉ.....	9
15	MODALITES DE PAIEMENT DIRECT.....	9
16	OBLIGATIONS DES COCONTRACTANTS.....	10
17	PLAN D'ASSURANCE QUALITÉ FOURNISSEUR.....	11
18	RESPONSABILITÉ DU TITULAIRE.....	11
19	TRAITEMENT DES DONNÉES PERSONNELLES.....	11
20	CONFIDENTIALITÉ.....	12
21	DOCUMENTS À PRODUIRE.....	12
22	DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ÉTRANGER.....	13
23	RÉSILIATION DU MARCHÉ.....	13
24	RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS ET LITIGES.....	14
25	TRANSFERT DES DROITS ET OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....	15
26	DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....	15

## 1 OBJET DU MARCHÉ

La consultation pour objet l'exécution des prestations de transport de correspondances et matériels entre les sites de Courbevoie-Compiègne-Lille.

Ces trois sites se situent aux adresses suivantes :

- Siège de l'INPI, 15 rue des Minimes – 92400 COURBEVOIE
- INPI de Lille, 97 boulevard Carnot – 59000 LILLE (*Accès par la rue des Urbanistes, face au lycée Pasteur.*)
- INPI Compiègne, ZAC Mercières – 8 rue Edouard Belin – 60200 COMPIEGNE

Cette prestation est dédiée aux besoins exclusifs de l'INPI.

Les prestations et leurs spécifications techniques sont décrites dans le cahier des clauses techniques particulières.

## 2 ALLOTISSEMENT

La consultation n'est pas allotie car il n'est pas prévu de prestations distinctes. En effet, il est prévu un trajet aller-retour entre trois sites, devant être réalisée par un seul titulaire afin d'assurer la distribution de correspondances et de matériels entre ces sites.

## 3 PROCEDURE

Le marché est passé suivant une procédure adaptée en application des articles L. 2123-1, R. 2123-1 et R. 2123-4 à R. 2123-7 du code de la commande publique.

## 4 FORME DU MARCHÉ

Ce marché, traité à prix unitaire, prend la forme d'un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande, conclue en application des dispositions de l'article L 2125-1 1° et des articles R. 2162-1 à R. 2162-6 et R. 2162-13 à R. 2162-14 du code de la commande publique.

L'accord-cadre est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum pour la durée totale du marché de 95 000 € HT.

Le montant figurant dans le BPU pourra être modifié par accord entre l'INPI et le titulaire via un avenant, notamment dans les cas suivants :

- la modification du circuit,
- le retrait ou l'adjonction de sites,
- les déménagements de site,
- les changements d'adresse.

## 5 DURÉE DU MARCHÉ

Le marché est conclu pour une durée ferme de (4) quatre ans à compter de sa date de notification.

## 6 BONS DE COMMANDE

Le marché s'exécute par l'émission de bons de commande au fur et à mesure des besoins.

A titre indicatif, pour les demandes récurrentes (une navette par semaine), il est fait un bon de commande pour une quantité de navettes correspondant aux besoins annuels.

En cas de besoins supplémentaires, ces derniers feront l'objet de bons de commandes distincts.

Chaque bon de commande déterminera les références du marché, les quantités de navettes commandées et la période dans laquelle ces navettes devront être exécutées.

Il comportera également, le nom et les coordonnées du titulaire, un numéro d'Engagement juridique pour la facturation, le montant total de la commande incluant le prix HT, TTC, ainsi que le montant de la TVA et l'adresse de facturation.

Chaque bon de commande engage le titulaire sur les résultats attendus dans le CCTP.

Chaque bon de commande sera notifié au titulaire par tout moyen permettant de déterminer leur date de réception.

Seules les prestations réellement réalisées feront l'objet d'un paiement.

## **7 VERIFICATIONS ET ADMISSIONS**

Des opérations de contrôle peuvent être initiées par l'INPI pour constater la correspondance entre les prestations fournies et les spécifications du marché conformément aux articles 27 et 28 du C.C.A.G.-F.C.S.

Les vérifications et admissions conditionnent le paiement des prestations acceptées et seront réalisés par rapport au bon de prise en charge rempli et signé, remis à la fin de la tournée.

Les différentes étapes liées à la traçabilité des bons de prise en charge sont décrites dans l'article 3 du CCTP.

L'INPI sera particulièrement attentif à :

- la régularité des tournées
- la fiabilité des retraits
- l'exclusivité de la prestation

L'INPI met en place un bon de prise en charge papier par navette en guise de lettre de voiture.

Ce bon de prise en charge doit être signé par un collaborateur de l'INPI (ou par un agent de sécurité à Lille, en cas d'absence du collaborateur INPI) à chaque départ et à chaque arrivée sur les différents sites. Le bon original sera laissé aux collaborateurs de Courbevoie à la fin de la navette.

Ce bon de prise en charge vaut admission de la prestation.

Pour tout incident dans l'exécution de la prestation, susceptible d'impliquer la responsabilité du titulaire et l'application de pénalités, l'INPI pourra exiger de la part du titulaire la production d'un rapport circonstancié dans les 48 H à compter de la constatation des faits.

Les différentes étapes de vérification prévues au C.C.A.G.-F.C.S s'appliquent.

## 8 PRIX DU MARCHÉ

### 8.1 Contenu du prix

Le prix du marché est hors TVA pensé en coût complet.

Il comprend tous les frais et dépenses nécessaires à l'exécution du marché avec **notamment les coûts de péage, parkings, toutes taxes fiscales et parafiscales, la surcharge carburant routier, la surcharge ou taxe ou redevance sécurité du transport routier national, assujetties à la TVA, ainsi que les frais administratifs et annexes.**

Le prix est réputé inclure l'ensemble des sujétions particulières inhérentes au contenu même de l'exécution des prestations.

A ce titre, le titulaire ne pourra prétendre à aucun supplément de prix, ni aucune indemnité quelconque.

Le prix de la prestation faisant l'objet de ce marché est un prix unitaire appliqué aux quantités réellement exécutées.

### 8.2 Variation des prix

Le prix du marché est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois de la remise des offres. Ce mois est appelé « mois zéro » (M0).

Le prix du marché est ferme pendant la première année d'exécution du marché et révisable annuellement à la date anniversaire du marché.

Cette révision peut être faite à la hausse comme à la baisse, par application d'une formule représentative de l'évolution du coût de la prestation.

La révision sera effectuée par application aux prix du marché d'un coefficient Cn de révision donnée par la formule suivante :

La révision sera effectuée par application aux prix de l'accord-cadre d'un coefficient Cn de révision donné par la formule :

$$Cn = 0,15 + 0,70 \frac{CPF}{CPF_0} + 0,15 \frac{CNR}{CNR_0}$$

Dans laquelle :

- CPF<sub>0</sub> est la valeur de cet indice au « mois zéro »
- CPF est la dernière valeur connue de l'indice au moment de la révision des prix
- CNR<sub>0</sub> est la valeur de cet indice au « mois zéro »
- CNR est la dernière valeur connue de l'indice au moment de la révision des prix

Les indices à prendre en compte sont les suivants :

**-Pour CPFo et CPF :** Indice des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 49.41 – Transport routier de fret - Prix de marché – Base 2021 – Données trimestrielles brutes – [Identifiant 010766549](#)

**-Pour CNRo et CNR :** Indice CNR Gazole hors TVA, publié chaque mois sur [www.cnr.fr](http://www.cnr.fr).  
Pour information, l'indice [CNR Gazole hors TVA](#), qui n'intègre pas le remboursement partiel de la TICPE, est conçu notamment pour les prestations réalisées au moyen de véhicules de moins de 7,5 tonnes de PTAC.

Le coefficient de révision comporte trois décimales et est arrondi au millième supérieur.

Par dérogation à l'article 10.2.3 du C.C.A.G.-F.C.S pour chacun de ces calculs, les arrondis seront traités de la façon suivante :

- si la quatrième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la troisième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;
- si la quatrième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la troisième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

Par dérogation à l'article 10.2.1 du C.C.A.G.-F.C.S. les révisions de prix sont applicables aux bons de commande notifiés après la réception des nouveaux tarifs, sous réserve de la validation des prix par l'INPI et le titulaire.

### **Procédure de variation des prix**

L'INPI s'engage à transmettre au moins **un (1) mois** avant la date anniversaire du marché, les prix révisés représentant son résultat du calcul au titulaire du marché.

Le titulaire peut dans un délai d'un (1) mois contester ledit résultat et adresser son propre résultat de calcul. L'INPI aura alors dans un délai de 7 jours la possibilité de l'accepter, cette acceptation étant acquise dans son silence, ou d'apporter tous éléments pour justifier le résultat de son calcul initial ou le corriger.

## **9 RÈGLEMENT DES COMPTES**

### **9.1 Remise des factures à l'INPI**

#### *9.1.1 Facturation électronique*

Chaque bon de commande donnera lieu à l'émission d'une facture distincte.

Conformément à la loi du 3 janvier 2014 sur la simplification de la vie des entreprises et l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'État Chorus Pro (<https://chorus-pro.gouv.fr>).

Au choix du titulaire, cette transmission est effectuée selon l'une des trois modalités suivantes :

- Par flux d'échange de données informatisées. Dans ce cas, les formats acceptés sont ceux qui figurent à l'adresse suivante : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>
- Par dépôt au format PDF
- Par saisie en ligne dans le portail <https://portail.dgfip.finances.gouv.fr/cpp/>

Les informations permettant de déposer les factures sur Chorus portail pro sont les suivantes :

- Siret : n° 18008001200248 ;
- Code service Chorus Pro : FFENVNT;
- Engagement(s) :
  - Pour les prestations à prix forfaitaire : Engagement juridique (la numérotation vous sera précisée lors de la notification) : EJ/SF/... /.....
  - Pour les prestations à bons de commande : les informations sont référencées sur chaque bon de commande – dans le cartouche Facturation électronique « Références Chorus Pro » ;
  - Numéro de marché (la numérotation vous sera précisée lors de la notification) : 2025/00.

Ces informations devront également figurer dans l'entête de la demande de paiement.

#### 9.1.2 Mentions de la facture

Outre les mentions obligatoires réglementaires, chaque facture mentionnera les indications suivantes :

- la désignation des parties contractantes du marché (titulaire et pouvoir adjudicateur),
- l'objet succinct du marché,
- la nature, le prix des prestations réalisées et la phase d'exécution correspondante,
- le montant total hors taxes,
- le montant de la TVA, suivant le taux en vigueur,
- le montant total TTC.

### 9.3 Modalités de règlement

Pour les bons de commande annuels, le paiement des sommes dues au titulaire s'effectue après service-fait et sur présentation de factures mensuelles suivant les règles de la comptabilité publique et par virement administratif à terme échu.

Les autres bons de commande feront l'objet d'un paiement après service-fait.

#### Service fait :

La quantité de ce marché est exprimée en nombre de navettes.

Tous les règlements seront effectués après constatation et certification du service fait, sur la base des navettes réellement effectuées.

« Prix facturé = prix unitaire de la navette donné par le titulaire au BPU x le nombre de navettes réellement effectuées sur une période donnée.

Exemple : Facturation période mensuelle de novembre 2025 = prix de la navette au BPU x 4 navettes effectuées en novembre 2025. »

### 9.4 Délai global de paiement

Le délai global de règlement des sommes dues est fixé à 30 jours maximum à compter de la date de réception de la facture par l'INPI, en application des dispositions L.2192-10 et R.2192-10 du Code de la commande publique.

## 10 AVANCE

Une avance de 10 % de chaque bon de commandes supérieur à 50 000 € HT sera accordée au titulaire dans les conditions prévues aux articles L2991-2, L2991-3, R2191-16 à R2191-19 du Code de la Commande Publique, sauf s'il la refuse expressément dans l'acte d'engagement, selon la formule suivante :

Avance = Montant du bon de commande x 10 %

Elle sera réglée sans formalités dans le délai de 30 jours suivant la notification du bon de commande.

Le remboursement de l'avance se fera dans les conditions prévues par les articles R2191-11 et R2191-12 du Code de la commande publique

## 11 PÉNALITES

En dérogation à l'article 14 du C.C.A.G.-F.C.S., tout manquement aux dispositions du présent marché, donnera lieu, sans mise en demeure préalable, à l'application des pénalités forfaitaires suivantes :

### • Pénalités pour retard

Dès lors qu'un retard est constaté entre l'heure prévue de livraison ou d'exécution de la prestation et l'heure effective de réalisation, l'INPI a la possibilité d'appliquer les pénalités suivantes :

- Non-respect des horaires : **50 €** par heure de retard constaté (retard supérieur à 60 minutes aux horaires indiqués).

Tout retard constaté sur un site, entraînant un retard pour les autres sites, ne sera comptabilisé qu'une seule fois pour la navette du jour.

### • Carence dans l'exécution des prestations

- Absence de prestation suivant le planning ou prestation partiellement exécutée (absence de passage sur site) : **100% du prix HT de la navette**

### • Non-respect des obligations en terme traçabilité et de suivi

- Contenant égaré : **150 €** par contenant égaré. Dans ce cas, le titulaire doit mettre tout en œuvre pour retrouver ces contenants.

- Erreur de destination : **50 €** par erreur constatée (pour chaque contenant)

- Détérioration des contenants : **100 % du prix TTC du contenant** pour un remplacement à l'identique (même caractéristiques techniques).

### • Pénalité pour non-exclusivité constatée de la prestation :

Dès lors qu'il est constaté pour un collaborateur, photo à l'appui, que le véhicule transporte également de la marchandise ou autres matériels qui ne sont pas pour les besoins exclusifs de l'INPI : **100% du prix HT de la navette.**

### • Dispositions relatives au travail dissimulé

Des pénalités peuvent être infligées au titulaire, d'un montant égal à **10 % du montant du marché**, s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L8221-3 à L8221-5 du code du travail. Le montant des pénalités sera toutefois plafonné par celui des amendes encourues en application des articles L8224-1, L8224-2 et L8224-5 du code du travail.

L'ensemble de ces pénalités ci-dessus sont cumulatives.



## 12 CESSIION DE CRÉANCE

Si le titulaire souhaite céder ou nantir des créances qu'il détient sur l'INPI au titre des présents marchés, il doit demander à l'INPI la délivrance d'un certificat de cessibilité.

Ce certificat comporte notamment le montant des marchés non sous-traité par le titulaire, et doit être remis à l'organisme bénéficiaire de la cession ou du nantissement.

Une fois le certificat fourni, il ne peut en être émis d'autres exemplaires.

## 13 DISPOSITIONS RELATIVES AUX SOUS-TRAITANTS

Le titulaire pourra sous-traiter une partie de l'exécution des prestations faisant l'objet du marché dans les conditions prévues aux articles L.2193-1 à L.2193-14 et R.2193-1 à R.2193-16 du Code de la commande publique.

## 14 DESIGNATION D'UN (OU DE) SOUS-TRAITANT(S) EN COURS DE MARCHÉ

La désignation d'un (ou de) sous-traitant(s) en cours de marché est soumise à l'agrément du pouvoir adjudicateur. Elle sera formalisée par acte spécial et est subordonnée à la présentation des documents suivants, fournis par le titulaire contre récépissé ou par lettre recommandée, avec avis de réception :

① Une déclaration mentionnant :

- la nature des prestations sous-traitées ;
- le nom, la raison ou dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et le cas échéant, les modalités de variation de prix ;

*(Ces informations peuvent être regroupées dans un acte spécial de sous-traitance, imprimé DC4, disponible sur le site Internet du ministère de l'économie et des finances, à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>*

② Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant.

③ Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

④ Le certificat de cessibilité des marchés si celui-ci a été délivré par l'INPI. Le montant figurant sur ce certificat doit être modifié par l'INPI en fonction du montant sous-traité.

## 15 MODALITES DE PAIEMENT DIRECT

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € TTC, le sous-traitant, agréé par l'INPI, est payé directement.

Le sous-traitant adresse sa facture conformément aux dispositions des articles R 2193-11 à R 2193-16 du code de la commande publique :

Article R 2193-11 : « *Le sous-traitant admis au paiement direct adresse sa demande de paiement au titulaire du marché, par tout moyen permettant d'en assurer la réception et d'en déterminer la date, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.* »

Article R 2193-12 : « Le titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de la signature de l'accusé de réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part, au sous-traitant et, d'autre part, à l'acheteur. »

Article R 2193-13 : « Passé le délai mentionné à l'article R. 2193-12, le titulaire du marché est réputé avoir accepté celles des pièces justificatives ou des parties de pièces justificatives qu'il n'a pas expressément acceptées ou refusées. »

Article R 213-14 : « Lorsque le sous-traitant a obtenu la preuve ou le récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande de paiement dans les conditions fixées à l'article R. 2193-11 ou qu'il dispose de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé par le titulaire, le sous-traitant adresse sa demande de paiement à l'acheteur accompagnée de cette preuve, du récépissé ou de l'avis postal. L'acheteur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant. »

Article R2193-15 : « L'acheteur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant. »

Article R 2193-16 : « Lorsque le sous-traitant utilise le portail de facturation mentionné à l'article 2 de l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, il y dépose sa demande de paiement sans autre formalité. Le titulaire dispose de quinze jours à compter de ce dépôt pour accepter ou refuser la demande de paiement sur le portail de facturation. »

Il est en outre à noter qu'en application des articles L 2192-1, L 2192-5 et L 2192-6 du code de la commande publique, le dépôt des demandes de paiement des sous-traitants, à l'instar des factures des titulaires de marchés, doit s'effectuer sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro (<https://chorus-pro.gouv.fr>), hormis dans le cas de marchés relatifs à des impératifs de défense ou de sécurité nationale.

## **16 OBLIGATIONS DES COCONTRACTANTS**

L'INPI s'engage à communiquer au titulaire le nom, les coordonnées professionnelles et la fonction de toutes les personnes sur les différents sites chargées de conduire et de diriger le suivi des prestations du présent marché dès sa notification.

Par ailleurs, le titulaire reconnaît avoir été parfaitement informé de l'importance accordée par l'INPI à la personne désignée par le titulaire pour être l'interface de l'INPI dans le cadre de l'exécution du marché.

En conséquence, le titulaire s'engage à désigner un interlocuteur dédié pour l'INPI qui doit impérativement disposer de l'expérience et des compétences nécessaires à l'exécution du marché, dans le respect des impératifs de réactivité de l'INPI.

Ce correspondant participera à la réunion de lancement du marché et à la réunion annuelle organisée à l'INPI.

Un interlocuteur dédié pour l'INPI a la responsabilité de l'exécution des prestations, il se consacre à la gestion de la relation contractuelle instaurée dans le cadre du présent marché. En outre, ce correspondant se rendra à toute convocation fixée par l'INPI pour le suivi de la bonne exécution du marché.

Pour chacun des sites desservis par la navette, est désigné, un interlocuteur INPI dédié au site pour assurer le suivi de la collecte et de la distribution sur le site dont il a la charge.

Au sein de l'INPI, le Service de l'Environnement de Travail (SET) est chargé du suivi de la prestation dans sa globalité et du suivi de la facturation. Le SET est l'interlocuteur du titulaire et émettra toutes directives concernant l'exécution des prestations.

- Cas d'absence du personnel

Le titulaire doit veiller au remplacement immédiat de son personnel en cas de défaillance de celui-ci. Préalablement le titulaire doit :

- Informer l'INPI du nom du remplaçant,
- fournir à l'INPI les informations utiles (expérience et à ses compétences) et pertinentes relatives au remplaçant

- Cas de remplacement du personnel

Pendant toute la durée d'exécution du marché, l'INPI se réserve le droit de demander le remplacement d'un ou plusieurs intervenants du titulaire. Ce remplacement doit intervenir dans un délai de 8 jours à partir de la demande de l'INPI.

De même le titulaire peut proposer le remplacement d'un ou de plusieurs de ses intervenants.

Le remplaçant est également soumis à l'approbation de l'INPI.

En aucun cas le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

## **17 PLAN D'ASSURANCE QUALITÉ FOURNISSEUR**

Le prestataire qui est certifié Qualité fournit dans son offre un plan d'Assurance Qualité Fournisseur détaillant les actions Qualité qui seront mises en œuvre afin de vérifier la conformité du produit/service aux exigences Qualité de son périmètre d'activité.

A défaut, les actions Qualité définies par l'INPI : audit, mesure, détection des difficultés rencontrées et prise de décision corrective, correspondant aux exigences de la norme ISO 9001 version 2008 seront appliquées.

Dans tous les cas, l'INPI se réserve le droit de mener des audits fournisseurs selon son référentiel Qualité.

## **18 RESPONSABILITÉ DU TITULAIRE**

Le titulaire assumera les conséquences de ses propres défaillances et de celles de son ou de ses sous-traitants quelle que soit la nature des prestations, et quel que soit le lieu de leur exécution.

L'INPI se réserve le droit de réclamer au titulaire l'indemnisation des conséquences financières de ces défaillances.

Le pouvoir adjudicateur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire.

## **19 TRAITEMENT DES DONNÉES PERSONNELLES**

Le titulaire s'engage à ne divulguer, en aucun cas, les documents ou renseignements confidentiels qui lui seraient communiqués par l'INPI à l'occasion de l'exécution du présent marché et à faire respecter cette obligation par son personnel et ses éventuels sous-traitants.

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018.

Par conséquent, lorsque le titulaire a accès à des données à caractère personnel pour l'exécution des prestations, ou lorsqu'il met en œuvre un traitement sur des données à caractère personnel pour le compte de l'INPI, le titulaire se conforme aux dispositions de l'article 5.2 du C.C.A.G.-F.C.S.

En ce sens le titulaire s'engage à :

1. traiter les données personnelles uniquement pour les seules finalités qui font l'objet du marché notamment dans le cadre de la traçabilité ;
2. traiter les données personnelles conformément aux instructions de l'INPI. Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement l'INPI.
3. garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent accord-cadre ;
4. veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent marché :
  - s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
  - reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;
5. avertir l'INPI en cas de recourt à un sous-traitant.

Le titulaire veille à ce que la relation contractuelle soit précisée par avenant pour toute mise à jour.

## 20 CONFIDENTIALITÉ

Le titulaire s'engage à ne divulguer, en aucun cas, les documents ou renseignements confidentiels qui lui seraient communiqués par l'INPI à l'occasion de l'exécution du marché et à faire respecter cette obligation par son personnel et ses éventuels sous-traitants.

## 21 DOCUMENTS À PRODUIRE

Conformément aux dispositions des articles L.8222-1 à L.8222-3, R8222-1, D.8222-5 ou D.8222-7 à D.8222-8 du code du travail et du décret n°2005-1334 du 27 octobre 2005, le titulaire de chaque lot a l'obligation de produire à l'INPI, à la **conclusion des marchés et tous les six mois** à compter de la notification des marchés, une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions.

Par ailleurs, conformément aux dispositions des articles L.8254-1 à L.8254-4 du code du travail, le titulaire doit remettre lors de la conclusion des marchés, puis **tous les six mois** jusqu'à la fin des marchés, une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel, pour l'exécution des prestations, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

En cas de non remise des documents susmentionnés, l'INPI peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier les marchés au tort du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

## 22 DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ÉTRANGER

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents.

La monnaie de comptes des marchés est l'euro. Le prix libellé en euro(s) restera inchangé en cas de variation de change.

Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance devra comprendre une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse, ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les Tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance des marchés N° ..... du ..... ayant pour objet ..... Ceci concerne notamment la loi N° 75-1334 du 31 Décembre 1975 relative à la sous-traitance.

Mes demandes de paiement seront libellées en euro(s) et adressées à l'entrepreneur principal; leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Toutes les correspondances que je pourrai adresser seront rédigées en français. "

Les candidats se référeront aux dispositions du titre IX, chapitre 3 du code de la commande publique pour connaître les modalités pratiques du recours à la sous-traitance.

## 23 RÉSILIATION DU MARCHÉ

L'INPI peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci dans les conditions suivantes :

### 23.1 Pour difficulté d'exécution du marché

Lorsque le titulaire rencontre, au cours de l'exécution des prestations, des difficultés techniques particulières, dont la solution nécessiterait la mise en œuvre de moyens hors de proportion avec le montant des marchés, le pouvoir adjudicateur peut résilier les marchés, de sa propre initiative ou à la demande du titulaire.

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité d'exécuter le marché du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, le pouvoir adjudicateur résilie les marchés.

### 23.2 Pour motif d'intérêt général

Lorsque le pouvoir adjudicateur résilie le marché pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant initial hors taxes du marché, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations reçues, un pourcentage fixé à 5 %.

Le titulaire a droit, en outre, à être indemnisé de la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été pris en compte dans le montant des prestations payées. Il lui incombe d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité dans un délai de quinze jours après la notification de la résiliation des marchés.

Ces indemnités sont portées au décompte de résiliation, sans que le titulaire ait à présenter une demande particulière à ce titre.

### **23.3 Résiliation pour faute du titulaire**

Le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché pour faute du titulaire dans les cas suivants :

- a) Le titulaire contrevient aux obligations légales ou réglementaires relatives au travail ou à la protection de l'environnement ;
- b) Des moyens ont été mis à la disposition du titulaire, et celui-ci se trouve dans un des cas prévus à l'article 18.7 du C.C.A.G.- F.C.S. ;
- c) Le titulaire ne s'est pas acquitté de ses obligations dans les délais contractuels ;
- d) Le titulaire a fait obstacle à l'exercice d'un contrôle par l'INPI dans le cadre des articles 17 et 22 du C.C.A.G.- F.C.S. ;
- e) Le titulaire a sous-traité en contrevenant aux dispositions législatives et réglementaires relatives à la sous-traitance, ou il ne respecte pas les obligations relatives aux sous-traitants mentionnées à l'article 3.6 du C.C.A.G.- F.C.S. ;
- f) Le titulaire n'a pas produit les attestations d'assurances dans les conditions prévues à l'article 9 du C.C.A.G.- F.C.S. ;
- g) Le titulaire déclare, indépendamment des cas prévus à l'article 39.1 du C.C.A.G.- F.C.S., ne pas pouvoir exécuter ses engagements ;
- h) Le titulaire n'a pas communiqué les modifications mentionnées à l'article 3.4.2 du C.C.A.G.- F.C.S. et ces modifications sont de nature à compromettre la bonne exécution ;
- i) Le titulaire s'est livré, à l'occasion de l'exécution, à des actes frauduleux ;
- j) Le titulaire ou le sous-traitant ne respecte pas les obligations relatives à la confidentialité, à la protection des données nominatives et à la sécurité, conformément à l'article 5 du C.C.A.G.- F.C.S. ;
- k) L'utilisation des résultats par l'INPI est gravement compromise, en raison du retard pris par le titulaire dans l'exécution ;
- l) Postérieurement à la signature, le titulaire a fait l'objet d'une interdiction d'exercer toute profession industrielle ou commerciale ;
- m) Postérieurement à la signature, les renseignements ou documents produits par le titulaire à l'appui de sa candidature ou exigés préalablement à l'attribution s'avèrent inexacts ;

Conformément à l'article 41.2 du C.C.A.G.-F.C.S, sauf dans les cas prévus aux g, i, l et m, une mise en demeure, assortie d'un délai d'exécution, doit avoir été préalablement notifiée au titulaire et être restée infructueuse. Dans le cadre de la mise en demeure, l'acheteur informe le titulaire de la sanction envisagée et l'invite à présenter ses observations

La résiliation du marché ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées contre le titulaire.

La décision de résiliation du marché est notifiée au titulaire par lettre recommandée avec avis de réception. Sous réserve des dispositions particulières mentionnées ci-après, la résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification

## **24 RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS ET LITIGES**

Le tribunal compétent pour connaître de tout litige entre les parties relativement à la validité, l'interprétation et l'exécution du présent contrat est le tribunal administratif de Cergy-Pontoise, nonobstant pluralité de défendeurs ou appel en garantie même pour les procédures de référé ou sur requête.

Toutefois, si l'une des parties a l'intention d'engager une action devant le tribunal administratif, elle ne pourra le faire qu'à la condition d'avoir saisi au préalable le comité consultatif national de règlement amiable des différends ou litiges dans les conditions prévues par les articles D2197-15 à D2197-17 du Code de la commande publique.

## **25 TRANSFERT DES DROITS ET OBLIGATIONS DU TITULAIRE**

Le titulaire exécute personnellement son marché. Aucun transfert de ses droits et obligations au profit d'un tiers ne pourra être fait sans l'autorisation préalable de l'INPI et la conclusion préalable d'un avenant. A défaut, les marchés pourront être résiliés sans mise en demeure et sans indemnité au profit du titulaire.

## **26 DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX**

Le présent C.C.A.P. déroge au C.C.A.G.-F.C.S. conformément au tableau ci-dessous :

Article(s) par lesquels sont introduites ces dérogations	Article(s) du C.C.A.G.-F.C.S. au(x)quel(s) il est dérogé
8.2	10.2.3, 10.2.1
12	14